



Conseil d'administration de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Distr. générale
17 mai 2019
Français
Original : anglais

Session annuelle de 2019

18-20 juin 2019

Point 2 de l'ordre du jour provisoire

Questions d'organisation

Rapport annuel de la Secrétaire générale adjointe/Directrice exécutive sur la mise en œuvre du Plan stratégique 2018-2021

Résumé

Le présent rapport donne un aperçu des résultats obtenus par l'entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) en 2018, première année de mise en œuvre du Plan stratégique 2018-2021. Ce rapport évalue la progression de la résolution n° 71/243 de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (QCPR) ; ainsi qu'une mise à jour des dérogations accordées pour abaisser les taux de recouvrement des coûts convenus. En 2018, dans un souci de collaboration et de cohérence, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et ONU-Femmes ont commencé à mettre en œuvre le chapitre commun de leurs plans stratégiques. Les résultats et les progrès réalisés dans les six domaines de collaboration sont résumés dans le rapport conjoint sur la mise en œuvre du chapitre commun.

Sur la base de l'analyse de chaque indicateur, ONU-Femmes a atteint la plupart des objectifs fixés pour 2018 dans ses cadres de résultats. Vous y trouverez également une analyse visant à étayer les années restantes de la mise en œuvre du Plan stratégique.

Un projet de décision est inclus dans la section V.



I. Introduction

1. L'année 2018 a été la première année de mise en œuvre du Plan stratégique 2018-2021, affichant des résultats globalement positifs en termes de performance pour ONU-Femmes. L'entité a fourni un appui à 107 pays et territoires, y compris à des pays à revenu élevé. Au total, 75 % de tous les indicateurs du Plan stratégique ont atteint le jalon prévu (cf. figure 1 ci-dessous). 86 % des jalons de résultat de développement au niveau des produits ont été atteints.

2. Cette bonne performance a été obtenue dans un environnement de plus en plus complexe pour parvenir à l'égalité des sexes, l'autonomisation et les droits des femmes et des filles. Les politiques économiques en place continuent d'aggraver les inégalités et de défavoriser encore davantage les populations. Le changement climatique et la dégradation de l'environnement menacent les moyens d'existence de millions de personnes, en particulier dans les pays en développement. Dans certains contextes, les politiques d'exclusion et celles fondées sur la peur gagnent du terrain, alimentent les conflits et l'instabilité et parfois visent directement les droits des femmes. Des millions de personnes sont déplacées de force en raison de conflits violents et de catastrophes humanitaires.

3. Dans le même temps, la mobilisation sociale et le soutien politique en faveur des droits des femmes continuent d'être élevés dans de nombreux pays. Des millions de personnes ont défilé dans les rues, se sont emparées des médias sociaux ou se sont engagées dans d'autres formes d'activisme pour exiger la fin de la discrimination et de la violence sexistes, y compris le harcèlement sexuel. Les femmes continuent de faire d'importants progrès en politique, plusieurs pays ayant atteint la parité hommes-femmes au sein des parlements et des cabinets exécutifs. La Bourse de New York a nommé sa première femme présidente et la première ministre de Nouvelle-Zélande est la première femme au monde à prendre un congé de maternité pendant son mandat politique.

4. 2018 a également été une année de profonds changements pour le système des Nations Unies. L'entité ONU-Femmes est pleinement engagée dans le repositionnement du système des Nations Unies pour le développement (UNDS) et dans d'autres réformes afin d'assurer que les changements en cours renforcent davantage la responsabilisation et l'action à l'échelle du système en faveur de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Dans le même temps, ONU-Femmes a lancé une série d'ajustements afin de s'assurer de pouvoir correctement s'acquitter de son mandat dans un UNDS réorienté et tirer pleinement parti, d'une manière intégrée, de son appui normatif, des activités opérationnelles et de coordination des Nations Unies en vue d'atteindre les résultats. En plus de s'adapter aux réformes en cours, ces changements prennent également en compte les enseignements tirés de sept ans de fonctionnement pour ONU-Femmes.

5. En 2018, l'entité a enregistré ses recettes les plus élevées ainsi que le plus haut niveau d'exécution des programmes depuis sa création. Ces réalisations, associées à la septième opinion d'audit sans réserve consécutive, démontrent les forces institutionnelles d'ONU-Femmes. L'encadré ci-dessous présente quelques-uns des principaux résultats d'ONU-Femmes en 2018.

En 2018, ONU-Femmes a contribué, en collaboration avec ses partenaires, aux résultats suivants :

Normes internationales

- 100 % des recommandations formulées dans le rapport du Secrétaire général sur le thème prioritaire énoncé dans les conclusions concertées de la 62^e session de la Commission de la condition de la femme (CCF) ;
- Participation de plus de 4 400 membres de la société civile provenant de 600 organisations, y compris des jeunes activistes, facilitée par CCF ;
- 83 % des membres de l'équipe de pays des Nations Unies rendent compte au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'encontre des femmes, coordonné et dirigé par ONU-Femmes.

Leadership et gouvernance

- 44 lois adoptées ou révisées pour renforcer les droits des femmes dans 25 pays ;
- Plus de 10 000 femmes aspirant à devenir dirigeants politiques ayant des compétences accrues pour des campagnes efficaces ;
- 21 dispositifs nationaux de promotion de la femme et 211 organisations féminines mieux équipées pour plaider en faveur de plans et de budgets pour la prise en compte de la problématique femmes-hommes et en assurer le suivi ;
- Des organes de coordination de la lutte contre le VIH dans 23 pays possédant les compétences et les connaissances pour lutter contre les inégalités entre les sexes dans les stratégies et programmes de lutte contre le VIH ;
- Plus de 18 000 membres du personnel judiciaire dans 54 pays ont suivi une formation sur les normes relatives aux droits fondamentaux des femmes ;
- Près de 25 000 producteurs et utilisateurs de données ayant amélioré leurs compétences en matière de collecte et d'utilisation des données sexospécifiques.

Autonomisation économique

- Plus de 50 000 femmes productrices, travailleuses et entrepreneuses dans 26 pays, avec un accès, une utilisation et un contrôle accrus des ressources productives ;
- Plus de 23 000 femmes entrepreneuses dans 25 pays ayant un meilleur accès aux services financiers ;
- 273 entités gouvernementales, entreprises et organisations internationales ont élaboré et/ou mis en œuvre des politiques d'achat visant à donner la priorité aux entreprises appartenant à des femmes ou dirigées par des femmes.

Éradication de la violence à l'encontre des femmes et des filles

- 48 pays ont adopté l'Ensemble de Services Essentiels, qui offre un soutien meilleur et mieux coordonné dans les secteurs de la santé, de la police, de la justice et des services sociaux aux femmes et aux filles victimes de violence ;
- Plus de 2,2 millions de médecins ont eu accès aux services du Centre Virtuel de Connaissances pour mettre fin à la violence à l'encontre des femmes et des filles ;
- Huit nouvelles villes ont lancé des initiatives pour empêcher et réagir au harcèlement sexuel à l'encontre des femmes dans les espaces publics ;

Les femmes, la paix et la sécurité, l'aide humanitaire et la réduction des risques de catastrophe

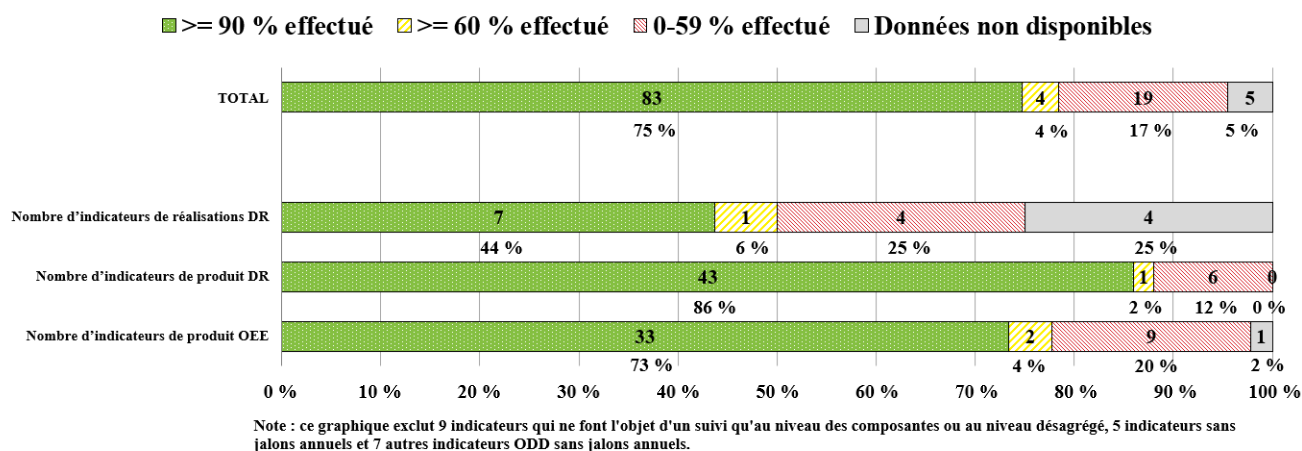
- 76,5 % des résolutions et autres documents clés publiés par le Conseil de sécurité des Nations Unies font référence aux femmes, à la paix et à la sécurité ;
- Les victimes de violences sexuelles dans 12 pays touchés par un conflit ont un meilleur accès à la justice grâce au déploiement de 31 experts pour les enquêtes et les mécanismes de responsabilisation ;
- 325 500 femmes et filles ont reçu une aide humanitaire et bénéficié d'un travail de réduction des risques de catastrophe et de résilience dans 48 pays ;

- 77 millions de personnes vivent dans 16 pays où la réduction des risques de catastrophe identifie et traite plus efficacement les besoins et l'inclusion des femmes et des filles.

II. La performance d'ONU-Femmes en 2018

6. La performance globale par rapport aux jalons de 2018 a été bonne, les jalons de la plupart des indicateurs de produits ayant été atteints ou dépassés¹. Même si aucun jalon annuel n'a été fixé au niveau des réalisations, les progrès vont en général dans la bonne direction pour la plupart des indicateurs de réalisations pour lesquels on dispose de données suffisantes.²

Figure 1 : Progrès accomplis dans le cadre des jalons 2018



7. La première année de mise en œuvre du plan stratégique fournit des renseignements utiles pour améliorer la performance. De nombreux facteurs expliquent cette moins bonne performance. Dans certains cas, cela peut être dû à des problèmes techniques, tels qu'une formulation imprécise des indicateurs. La priorité n'a pas été donnée à certains domaines de travail comme cela avait été prévu au niveau pays, que ce soit par les bureaux locaux d'ONU-Femmes ou les partenaires nationaux. Les déficits de financement dans certains domaines ont également conduit à des résultats inférieurs aux prévisions.

8. ONU-Femmes a entrepris un exercice complet de validation de son cadre intégré de résultats et de ressources (IRRF) au début du cycle du plan stratégique et a mis à jour 64 indicateurs³.

9. Au cours des trois prochaines années, pour faire face aux problèmes de performance, ONU-Femmes corrigera les indicateurs, améliorera la collecte de données, renforcera les efforts de mobilisation des ressources dans les domaines sous-financés et les allocations de ressources dans la mesure du possible. Afin d'améliorer les résultats, l'entité privilégiera également la mise à profit des partenariats dans tous les domaines thématiques.

¹ Données sur base de disponibilité au 22 avril 2019.

² Cela suppose une trajectoire linéaire de 25 % de progression par année par rapport à l'objectif 2021. Plusieurs indicateurs de résultat ne disposent pas encore de données suffisantes pour mesurer la progression, principalement dans le cas des indicateurs des ODD.

³ Le cadre intégré de résultats et de ressources (IRRF) révisé est disponible sur le portail des résultats du Plan stratégique (<http://www.unwomen.org/en/executive-board/strategic-plan>).

A. Réalisation 1 : Un ensemble complet et dynamique de normes, de politiques et de standards mondiaux sur l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et filles est renforcé et mis en place.

Nombre de pays et territoires
couverts : 54

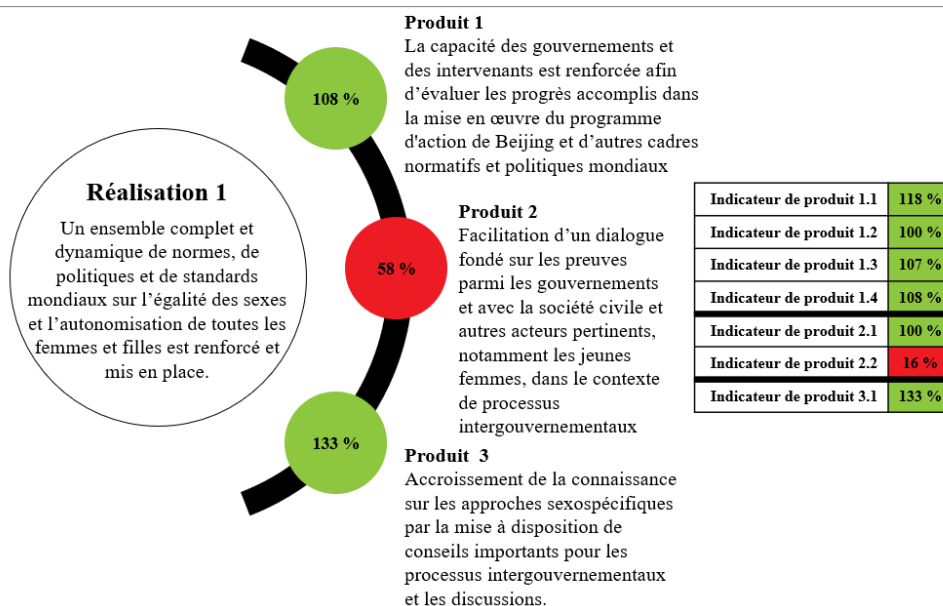
Total des dépenses en 2018 :
16.26 M \$

Permet de réaliser tous les ODD



10. ONU-Femmes aide les États membres à renforcer et à appliquer les normes, politiques et standards mondiaux en augmentant les capacités, en facilitant le dialogue entre les intervenants et en apportant des contributions substantielles. En 2018, ONU-Femmes a contribué de manière considérable au renforcement des cadres mondiaux, atteignant presque tous les jalons 2018 (Figure 2)⁴.

FIGURE 2 : RÉALISATION 1



11. La 62^e session de la Commission de la condition de la femme a adopté, dans ses conclusions concertées, une feuille de route complète pour concrétiser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles vivant dans les zones rurales. Toutes les recommandations contenues dans le rapport du secrétaire général préparé par ONU-Femmes figurent dans le document. La Commission a attiré la participation de plus de 4 400 membres

⁴ Vous trouverez de plus amples informations sur les aspects normatifs du travail d'ONU-Femmes [ici](#).

de la société civile provenant de 600 organisations. ONU-Femmes a facilité les discussions sur les mécanismes de responsabilisation pour garantir que les femmes et les filles rurales ne soient pas laissées de côté.

12. Vingt-neuf processus intergouvernementaux ont mis davantage l'accent sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes grâce à la contribution d'ONU-Femmes. La 14^e session de la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique a reconnu la prise en compte de la problématique femmes-hommes comme principe autonome pour le cadre global sur la biodiversité post-2020. ONU-Femmes, en partenariat avec le secrétariat de la Convention, a contribué à renforcer l'attention accordée aux questions d'égalité entre les sexes parmi les parties à la Convention en identifiant et en défendant des points d'entrée pour l'intégration du principe d'égalité des sexes.

13. ONU-Femmes a soutenu les États membres et autres parties prenantes en leur fournissant des conseils en matière de politique et des possibilités de dialogue sur la prise en compte de la problématique femmes-hommes dans l'Agenda 2030, notamment pour le Forum politique de haut niveau sur le développement durable. Cela comprenait un appui technique aux gouvernements pour préparer des examens nationaux volontaires, la présentation de preuves et de données dans des forums régionaux et la diffusion d'outils de connaissance. 81 % des rapports nationaux intègrent une approche sexospécifique. Pour soutenir la prise en compte de la problématique femmes-hommes du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, ONU-Femmes a élaboré un guide avec les gouvernements et les partenaires des Nations Unies.

14. Dans le cadre de ses activités de renforcement des capacités, ONU-Femmes aide les États parties à présenter des rapports au Comité d'élimination de la discrimination à l'encontre des femmes et au suivi de ses observations finales. L'entité a coordonné et soutenu l'élaboration de 83 % de tous les rapports des équipes de pays des Nations Unies. L'Ukraine a adopté un plan d'action pour la mise en œuvre des observations finales fondé sur un processus participatif avec les ministères sectoriels, les groupes de femmes et les organisations de la société civile. En Albanie, ONU-Femmes et le FNUAP ont appuyé la mise en place d'une plateforme en ligne et d'un mécanisme de suivi pour la mise en œuvre des recommandations de l'Examen Périodique Universel (EPU) du Conseil des droits humains et du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'encontre des femmes.

15. ONU-Femmes a également encouragé une approche sexospécifique dans le cadre de l'EPU en fournissant des conseils techniques, en soutenant la préparation des rapports, en intervenant aux réunions du Conseil et en appuyant la mise en œuvre des recommandations. ONU-Femmes a apporté son soutien lors des visites dans les pays des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil. Les résolutions du Conseil traitant de la protection de l'espace civique ont été modelées par les recommandations issues d'événements coorganisés par ONU-Femmes.

16. En 2018, ONU-Femmes et les commissions régionales ont publié une note d'orientation pour des examens complets au niveau national de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing. L'année dernière, seize pays ont lancé de tels examens. ONU-Femmes a aidé à organiser des forums consultatifs en réunissant les mécanismes nationaux de promotion de l'égalité des sexes, d'autres institutions et la société civile. En 2019, ONU-Femmes devrait aider au moins 85 pays à entreprendre des examens nationaux.

Les progrès et les défis en matière de suivi des données des ODD

Le Plan stratégique décrit la façon dont ONU-Femmes soutient la mise en œuvre sexospécifique des objectifs de développement durable (ODD). Le cadre intégré de résultats et de ressources comprend 11 indicateurs des ODD, y compris ceux adoptés par d'autres organismes dans le chapitre commun. Même si aucun jalon n'a été fixé pour les indicateurs des ODD, on note des avancées allant dans la direction souhaitée pour les indicateurs disposant de données suffisantes. Malheureusement, la plupart de ces indicateurs (neuf au

total) ne disposent pas de données suffisantes en 2018 pour évaluer l'orientation des progrès¹.

ONU-Femmes a un rôle de co-dépositaire au niveau mondial pour cinq indicateurs des ODD. En 2018, on a collecté de nouvelles données dans 53 pays pour l'indicateur ODD 5.1.1 sur les cadres juridiques qui font progresser l'égalité des sexes ; et dans plus de 70 pays et domaines pour l'indicateur ODD 5.c.1 sur les allocations budgétaires liées au genre. La collecte des données a démarré dans plus de 80 pays pour l'indicateur ODD 5.5.1.b sur la participation des femmes aux administrations locales. Les données disponibles ont augmenté pour l'ODD 5.2.1 sur la violence conjugale, ainsi que pour l'ODD 5.4.1 sur les soins domestiques non rémunérés.

ONU-Femmes a également soutenu le renforcement des capacités pour la collecte et l'analyse des données. Grâce à l'appui d'ONU-Femmes, la Géorgie, le Kenya, le Malawi, la Tanzanie et l'Ouganda ont amélioré la production et l'utilisation des données sexospécifiques pour les ODD.

Figure 3 : Traduire les promesses en actions : L'égalité des sexes dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030



Plus de 20 documents

7 langues

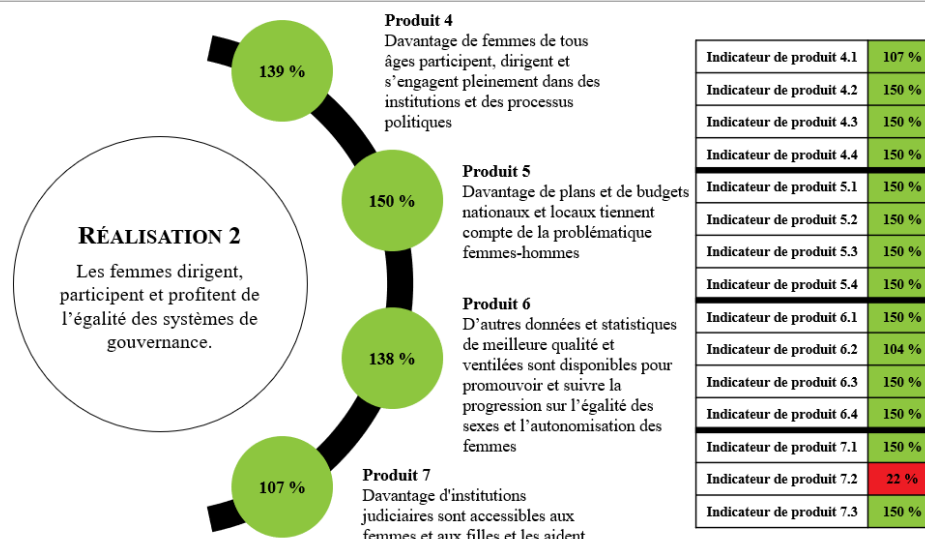
13 017 téléchargements

Le rapport de suivi international 2018, Traduire les promesses en actions : L'égalité des sexes dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 a fourni la première évaluation complète des progrès accomplis et des défis à relever dans la mise en œuvre des ODD du point de vue sexospécifique (figure 3). Il présente les tendances mondiales et régionales et fournit des orientations pour la mise en œuvre de politiques de prise en compte de l'égalité des sexes, en mettant l'accent sur les formes multiples et intersectorielles de discrimination.

B. Réalisation 2 : Les femmes dirigent, participent et profitent de manière égale des systèmes de gouvernance



17. Permettre la mise en place de systèmes de gouvernance avec la pleine participation des femmes est essentiel pour la réalisation de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. En 2018, ONU-Femmes a atteint et même dépassé presque tous les jalons dans ce domaine. L'entité a promu une gouvernance tenant compte de la problématique femmes-hommes dans 81 pays en soutenant la participation des femmes à la vie politique, la planification et la budgétisation nationales, le renforcement des capacités de collecte et d'analyse des données et l'accès des femmes à la justice (figure 4).

FIGURE 4 : RÉALISATION 2

18. En 2018, quarante-quatre projets de loi sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ont été adoptés avec l'appui d'ONU-Femmes. Vingt-deux d'entre eux portaient sur la discrimination en droit. L'Égypte a promulgué trois lois prévoyant des sanctions plus sévères en cas de violation du principe d'égalité en matière d'héritage, des droits complets aux personnes handicapées et la nomination de la présidente du Conseil des femmes à un poste de ministre tout en donnant au Conseil la possibilité de procéder à des examens plus vastes des politiques.

19. Des progrès ont été accomplis dans la promotion de la participation et du leadership des femmes dans la prise de décision politique. Plus de 70 initiatives ont permis de renforcer la capacité des parlements à légiférer, à réformer les lois, à contrôler les mesures en faveur de l'égalité des sexes et à soutenir le leadership des femmes. En Tunisie, un nouveau caucus de femmes qu'ONU-Femmes a aidé à mettre en place, offre aux femmes un forum pour débattre et s'entendre sur les priorités politiques.

20. Plus de 11 000 femmes aspirant à des fonctions de leadership ont acquis les compétences pour mener des campagnes efficaces grâce aux efforts d'ONU-Femmes pour améliorer leurs compétences en matière de prise de parole en public, de gestion de campagne, de mobilisation des ressources et d'engagement des électeurs. Un nouvel outil de formation d'ONU-Femmes à l'intention des futures dirigeantes a été mis à l'essai en République démocratique du Congo, en Moldavie, au Nigeria et en Turquie.

21. La violence à l'encontre des femmes en politique a fait l'objet de 46 nouvelles initiatives, notamment des lois, des politiques et des outils innovants. Au Mexique, ONU-Femmes a aidé le Bureau du Procureur spécial chargé des délits électoraux à élaborer des directives pour traiter ces affaires. En Sierra Leone, des preuves de la violence à l'encontre des femmes en politique ont été recueillies pendant les élections de 2018 et ont permis d'apporter des réponses politiques pour atténuer la violence lors des prochaines élections.

22. Grâce à 16 réformes, les parties prenantes aux élections ont amélioré leur capacité à mettre en place des processus électoraux inclusifs et à réduire les obstacles auxquels se heurtent les femmes électrices et candidates. ONU-Femmes, en collaboration avec le PNUD, le Département des affaires politiques et d'autres partenaires, a fourni des conseils et une

formation aux corps électoraux sur la prise en compte des actions en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. De nouvelles stratégies et de nouveaux plans d'action ont été élaborés au Bangladesh et en Ouganda pour renforcer la capacité des commissions électorales à promouvoir la participation politique des femmes dans les processus électoraux.

23. En 2018, le recours accru à une planification et une budgétisation nationales tenant compte de la problématique femmes-hommes a été un élément clé. 16 pays ont adopté, mis en œuvre et/ou chiffré des plans d'action nationaux. Le Plan d'action national pour l'égalité des sexes en Macédoine du Nord accorde une place centrale à une budgétisation tenant compte des questions de genre. La mise en œuvre du plan d'action comprend des exigences d'analyse de la politique d'égalité des sexes et des évaluations de l'impact des plans sectoriels.

24. Quatorze ministères des finances ont renforcé leurs capacités afin d'effectuer une analyse de l'égalité des sexes, élaborer des plans et des budgets sectoriels tenant compte de celle-ci et évaluer les incidences des allocations budgétaires sur celle-ci. En Albanie, la part du budget total de l'État consacrée aux activités en faveur de l'égalité des sexes a augmenté de 163 % à l'issue d'un exercice de budgétisation multisectorielle tenant compte de la problématique femmes-hommes.

25. Grâce à l'appui d'ONU-Femmes, les capacités de 21 mécanismes nationaux de promotion de la femme et de 211 organisations féminines ont été renforcées en matière de suivi de la mise en œuvre d'une budgétisation tenant compte de la problématique femmes-hommes. En Éthiopie, nous avons renforcé les capacités du mécanisme pour plaider en faveur d'une budgétisation tenant compte de la problématique femmes-hommes dans les commissions budgétaires et les débats parlementaires. En Bosnie-Herzégovine, des crédits ont été alloués, pour la première fois, au soutien économique et psychologique des femmes ayant survécu à la violence sur la base d'une analyse budgétaire sexospécifique menée par la société civile et les victimes.

26. Dans neuf pays, les institutions gouvernementales qui coordonnent la lutte contre le VIH ont, avec l'appui d'ONU-Femmes, renforcé leur capacité à intégrer une approche sexospécifique aux stratégies et programmes de lutte contre le VIH. Cela a permis un meilleur suivi des indicateurs sexospécifiques, des initiatives communautaires fondées sur des données probantes afin de prévenir le VIH et la violence à l'encontre des femmes, d'obtenir des preuves plus solides de l'impact des normes sexospécifiques inégales sur l'épidémie de VIH et d'inclure des recommandations tenant compte de la problématique femmes-hommes dans les programmes nationaux de prévention du VIH. Dans sa stratégie de prévention du VIH, la Commission tanzanienne de lutte contre le Sida a donné la priorité à des mesures visant à remédier aux normes inégales entre les sexes, à la violence sexiste et à la discrimination à l'encontre des jeunes femmes.

27. Par ailleurs, des progrès ont été réalisés pour améliorer les statistiques sur l'égalité des sexes. Cinq pays ont renforcé les mécanismes institutionnels régissant la production et l'utilisation des statistiques sur l'égalité des sexes et 11 pays ont renforcé les mécanismes de coordination intersectorielle avec le soutien d'ONU-Femmes. Le Bureau des statistiques de l'Ouganda a intégré une approche sexospécifique dans sa stratégie statistique nationale ; 22 ministères sectoriels et 16 entités gouvernementales locales ont élaboré et mis en œuvre des plans visant à accroître la production et l'utilisation des données relatives au genre. Ces actions démontrent que l'égalité des sexes est prise en compte dans toutes les phases de la planification statistique, contribuant de manière importante au suivi des engagements de l'Ouganda en matière d'égalité des sexes et à la réalisation des ODD.

28. Près de 25 000 personnes, y compris des représentants officiels du gouvernement et responsables de la société civile, ont amélioré leurs compétences pour collecter et utiliser des données sur le genre grâce à l'appui d'ONU-Femmes. Au Malawi, la formation des recenseurs a contribué à la production de données sur les femmes et les filles lors du recensement de 2018. Les capacités des producteurs et utilisateurs de données ont été renforcées et de nouvelles données ont été collectées dans de nombreux domaines, y compris

sur l'utilisation du temps, la violence et les indicateurs ODD dont ONU-Femmes est dépositaire.

29. Les bureaux nationaux de statistiques et autres principaux producteurs et utilisateurs données clés de 33 pays ont, en collaboration avec les commissions régionales des Nations Unies, renforcé leurs capacités à mesurer et à publier l'indicateur 5.5.1b des ODD du niveau II sur la représentation des femmes dans les administrations locales. Plus de 35 ministères des finances et de mécanismes nationaux de promotion de la femme ont renforcé leurs capacités de suivi des allocations de ressources pour l'égalité des sexes afin de mesurer et publier l'indicateur 5.c.1 des ODD du niveau II sur les systèmes de suivi et de publication des allocations budgétaires sexospécifiques grâce à un appui technique à la demande et une coordination multipartite.

30. ONU-Femmes a contribué à rendre les institutions judiciaires plus accessibles et plus efficaces pour les femmes et les filles. Plus de 18 000 membres du personnel judiciaire ont reçu des informations sur l'application des normes relatives aux droits humains dans le cadre de leurs activités afin d'améliorer l'accès des femmes à la justice grâce à l'appui d'ONU-Femmes, en partenariat avec les institutions de formation judiciaire et les associations du barreau. En Haïti, où plus de 350 femmes sont encore en détention préventive prolongée, des réglemmentations pénitentiaires tenant compte de la problématique femmes-hommes ont été élaborées grâce au renforcement des capacités des acteurs de la justice pénale. Grâce à une initiative conjointe d'ONU-Femmes et de la Commission Internationale de Juristes, les juges des cours supérieures d'Indonésie, des Philippines et du Sri Lanka ont amélioré leur capacité à faire face aux besoins juridiques des femmes, tandis qu'en Thaïlande, les procureurs ont amélioré leurs connaissances sur les droits des femmes. En Afghanistan, de jeunes avocates ont amélioré leurs compétences en matière d'analyse législative et de défense de la prise en compte de la problématique femmes-hommes.

31. Des mesures temporaires spéciales pour assurer la représentation des femmes dans la police, la justice, les services du parquet, l'armée et les prisons ont été déployées au Burundi et en Tanzanie. Au Burundi, le Ministère de la Sécurité Publique a élaboré une stratégie sexospécifique afin d'améliorer la représentation des femmes dans l'appareil judiciaire avec l'appui d'ONU-Femmes.

32. Plus de 30 000 femmes et filles des communautés rurales et périurbaines de 19 pays ont renforcé la sensibilisation à leurs droits par des services d'aide juridique grâce à l'appui d'ONU-Femmes aux associations des femmes juristes et aux organisations communautaires. En Éthiopie, les femmes ont amélioré leur connaissance des lois et des institutions pour faire respecter leurs droits.

« Ne laisser personne de côté »

ONU-Femmes continue de se concentrer sur les femmes et les filles qui risquent d'être marginalisées. En 2018, ONU-Femmes a élaboré des stratégies et des directives spécifiques pour améliorer les programmes destinés à des groupes particuliers de femmes exposées à des formes multiples et croisées de discrimination. Avec la contribution d'experts de la société civile, nous avons élaboré une note d'orientation interne sur le renforcement de programmes sur les droits des personnes LGBTI conformément aux normes existantes en matière de droits humains.

Une stratégie sur l'autonomisation des femmes et des filles handicapées a été lancée avec pour objectif d'assurer leur participation réelle. ONU-Femmes a contribué aux initiatives en faveur de leur autonomisation dans 50 pays. En Égypte, les filles handicapées des zones rurales et leurs mères sont engagées dans un travail communautaire pour faire évoluer les croyances, attitudes et lutter contre les stigmatisations discriminatoires. Au Zimbabwe, dans le cadre d'un projet du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour mettre fin à la violence à l'encontre des femmes, l'accès des femmes et des filles handicapées à la justice a été amélioré grâce à l'aide de spécialistes du handicap, tels que des interprètes en langue des signes, qui fournissent un appui juridique et logistique.

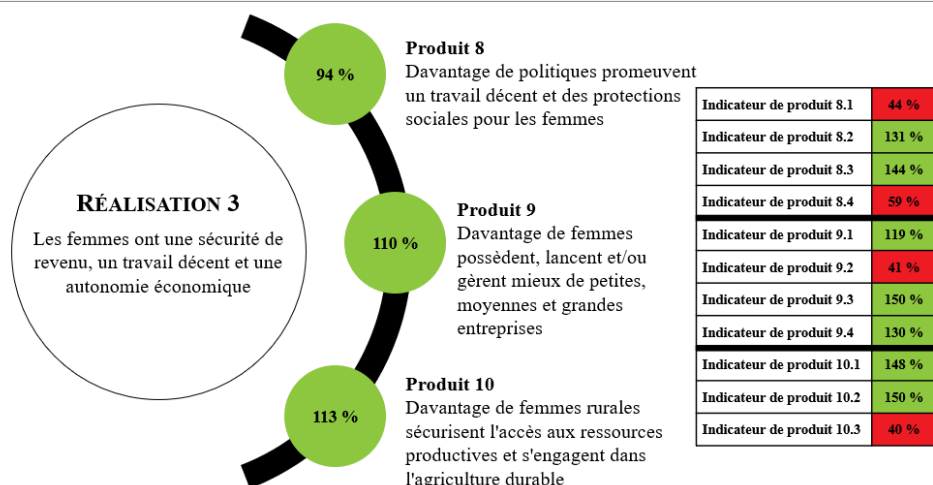
ONU-Femmes a commencé à collecter des données ventilées par âge, sexe, statut migratoire, handicap et concernant les populations urbaines et rurales pour huit indicateurs du Plan stratégique.⁵ En 2019, nous effectuerons des investissements pour améliorer encore les données ventilées à des fins de planification et de suivi ainsi que pour documenter les interventions visant à ne laisser personne de côté.

C. Réalisation 3 : Les femmes ont une sécurité de revenu, un travail décent et une autonomie économique



33. En 2018, des progrès importants ont été accomplis dans 62 pays pour accroître la sécurité de revenu, un travail décent et l'autonomie économique des femmes, y compris des femmes rurales. Même si quatre indicateurs n'ont pas atteint les jalons prévus dans ce domaine, les progrès globaux par rapport à tous les produits demeurent positifs (Figure 5).

FIGURE 5 : RÉALISATION 3



⁵ Voir la colonne « ventilation possible » dans le cadre intégré de résultats et de ressources (IRRF).

34. Dans 28 pays, des politiques économiques de prise en compte de la problématique femmes-hommes, notamment en matière de travail décent, de protection sociale, de soins domestiques non rémunérés, d'achats et de terres, ont été élaborées ou mises en œuvre grâce aux conseils stratégiques d'ONU-Femmes et au renforcement des capacités des décideurs politiques. En République dominicaine, grâce au partenariat d'ONU-Femmes avec l'OIT, le PNUD et le gouvernement, les questions de droits humains et d'égalité des sexes ont été intégrés dans le système national de protection sociale, concernant plus de 100 000 femmes, dont des femmes sans emploi et des femmes handicapées.

35. Dans huit pays, les cadres macroéconomiques ont intégré des variables relatives aux soins et travaux domestiques non rémunérés. La méthodologie d'ONU-Femmes pour le calcul du coût des investissements dans l'économie domestique a stimulé la réforme des politiques publiques et les dépenses pour l'infrastructure de prise en charge sociale dans cinq pays. De plus, les plans nationaux de développement des 21 pays de l'Association de coopération régionale des pays du pourtour de l'océan Indien abordent les défis et les opportunités des femmes dans l'économie bleue avec les contributions de la recherche d'ONU-Femmes.

36. Malgré ces progrès, ONU-Femmes avait prévu l'adoption d'un plus grand nombre de nouveaux cadres juridiques/politiques sur le travail décent et les soins domestiques non rémunérés en 2018. ONU-Femmes intensifiera ses activités de sensibilisation et de conseil dans 30 pays afin d'accélérer les avancées dans ce domaine, y compris la collecte, l'analyse et la diffusion de données ventilées par sexe.

37. En plus de soutenir l'adoption de lois et de politiques, ONU-Femmes contribue à renforcer la capacité des gouvernements, de la société civile, du secteur privé et de plus de 400 000 femmes (y compris les femmes rurales et les femmes entrepreneuses) pour permettre aux femmes de participer à l'économie.

38. Afin de renforcer l'entrepreneuriat féminin, plus de 23 000 femmes (dont 18 088 dans les régions rurales) dans 25 pays ont eu accès à des services financiers et ont amélioré leurs activités grâce à l'appui d'ONU-Femmes. L'entité s'est engagée auprès des institutions financières et a appuyé le renforcement des capacités des femmes entrepreneuses pour ce faire. En outre, 273 entités gouvernementales, entreprises et organisations internationales ont adopté des politiques d'achat tenant compte de la problématique femmes-hommes, augmentant ainsi les débouchés commerciaux pour les entreprises dirigées ou appartenant à des femmes. 385 autres entreprises ont signé les Principes d'autonomisation des femmes.⁶

39. Dans 26 pays, plus de 50 000 femmes productrices, travailleuses et entrepreneuses, y compris des femmes rurales, des jeunes, des migrantes et des femmes handicapées, ont amélioré leur accès aux actifs économiques grâce au renforcement des capacités facilité par ONU-Femmes. Aux Philippines, plus de 600 femmes migrantes, qui étaient initialement employées de maison, ont acquis des compétences entrepreneuriales grâce au Fonds pour l'égalité des sexes. Une sensibilisation plus forte et un renforcement des capacités des parties prenantes nationales sont en cours afin d'améliorer l'environnement juridique et politique de l'entrepreneuriat et d'accroître le nombre de femmes bénéficiaires des interventions d'ONU-Femmes et des partenaires.

40. Dans 25 pays, les femmes rurales bénéficient de moyens d'existence améliorés et durables, en particulier grâce à une agriculture résistante au climat et à l'accès aux ressources productives, facilité par l'adoption de 31 politiques agricoles garantissant l'égalité des droits des femmes. Les droits des femmes rurales ont été intégrés dans les analyses de situation des pays et ONU-Femmes, en partenariat avec le Kenya et la Tanzanie, a élaboré un outil d'orientation politique sur la terre et la sécurité de jouissance. Grâce à ces actions, plus de 95 000 femmes, dont des jeunes, des migrantes, des femmes handicapées et des femmes porteuses du VIH, ont eu accès aux ressources productives, les utilisent et les contrôlent avec le soutien d'ONU-Femmes. Au Sénégal, 15 000 membres d'une association de femmes de

⁶<https://www.empowerwomen.org/en/weeps/about>.

la chaîne de valorisation du riz ont doublé leur productivité grâce au développement d'une agriculture intelligente face au climat.

L'innovation comme moteur du changement

En 2018, ONU-Femmes a intensifié ses efforts pour identifier, tester et amplifier les interventions novatrices et promouvoir l'innovation par et pour les femmes.

La Coalition mondiale de l'innovation pour le changement, un partenariat public-privé dirigé par ONU-Femmes a lancé les [Principes d'innovation non-sexistes](#), qui établissent des normes mondiales tenant compte de la problématique femmes-hommes en matière d'innovation. La Coalition a lancé le prix « She Innovates » (Elle innove) en partenariat avec le Massachusetts Institute of Technology. En 2018, le prix a été attribué à l'équipe dirigée par des femmes qui a mis au point des moniteurs de surveillance des signaux vitaux des nouveau-nés.

Au Kenya des essais sur le terrain de la technologie de la chaîne de blocs, en situations réelles avec des femmes réfugiées, ont été mis au point en partenariat avec le Programme alimentaire mondial pour soutenir les transferts de fonds. La technologie a été évaluée dans un laboratoire de simulation en direct de la chaîne de blocs. Les essais, organisés par ONU-Femmes et le Bureau de l'information et de la technologie de l'ONU, ont permis à sept entreprises de présenter des solutions pour des identités numériques vérifiables et des transferts de fonds traçables à faible coût.

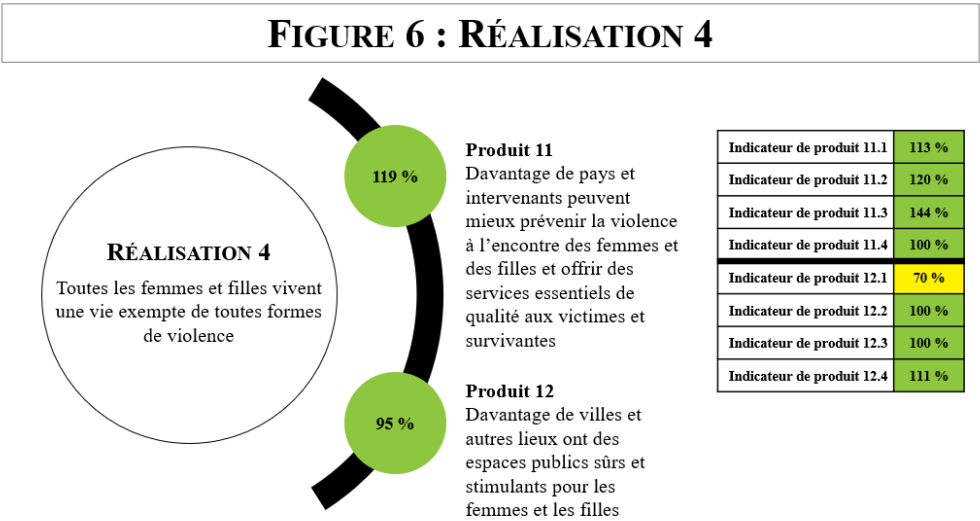
ONU-Femmes a également continué d'explorer la technologie afin d'améliorer les résultats de son programme pour une agriculture intelligente face au climat. Un prototype de plateforme numérique adaptée aux téléphones mobiles « Buy from Women » (Achetez auprès des femmes) a été testé en Haïti et au Mali pour permettre aux agricultrices d'accéder à l'information, à de nouveaux marchés et de s'établir en tant qu'entités commerciales légales. Il sera encore élargi en 2019.

Huit organisations dirigées par des femmes et financées par le Fonds pour l'égalité des sexes ont appris à utiliser l'innovation sociale dans les programmes d'égalité des sexes et ont reçu un enseignement personnalisé ainsi que de nouveaux outils, tels que des séances d'idéation et d'élaboration de prototypes. Au Paraguay, le nombre de femmes demandant à adhérer à des associations et syndicats de travailleurs domestiques a augmenté de 40 % en cinq semaines après la diffusion d'un programme radio novateur produit et dirigé par des travailleurs domestiques.

D. Réalisation 4 : Toutes les femmes et filles vivent une vie exempte de toutes formes de violence



41. ONU-Femmes a atteint la quasi-totalité de ses jalons 2018 pour mettre fin à la violence à l'encontre des femmes et des filles en mettant l'accent sur la prévention, les services ainsi que la sécurité dans les espaces publics (figure 6). ONU-Femmes a réussi à tirer parti de sa fonction de coordination du système des Nations Unies pour promouvoir des approches globales et conjointes dans ce domaine. Cela a permis une plus grande cohérence dans le travail du système des Nations Unies pour le développement visant à éliminer la violence à l'encontre des femmes, notamment grâce à l'initiative pionnière de l'Union européenne (UE) et de l'ONU *Initiative Spotlight*.



42. En 2018, dans le cadre du renforcement des actions de prévention, neuf pays ont adopté, avec l'appui d'ONU-Femmes, des stratégies ou des plans d'action nationaux comprenant une composante traitant des normes, attitudes et comportements sociaux, y compris ceux des hommes et des garçons. Dans 12 pays, des initiatives visant à modifier les normes sociales négatives par l'éducation et la mobilisation communautaire à grande échelle ont été mises en œuvre, y compris grâce à des partenariats d'ONU-Femmes avec des organisations religieuses et sportives. Dans l'État de Palestine, un programme de prévention de la violence à l'encontre des femmes a été élaboré, mis à l'essai et affiné avec des enseignants, des conseillers, des parents et des élèves dans les écoles de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient. En 2019, ce programme sera étendu et mis en œuvre dans d'autres écoles, ciblant plus de 1 200 enseignants.

43. En Tanzanie, dans le cadre d'une initiative avec le gouvernement, la police et la société civile, les communautés locales et 96 chefs traditionnels ont été mobilisés afin d'abandonner les mutilations génitales féminines. Au lieu de cela, dans une seule petite communauté, plus de 600 adolescentes ont pu bénéficier de démarches favorisant l'éducation des filles.

44. Plus de 48 pays ont adopté *l'Ensemble de services essentiels*, élaboré par ONU-Femmes, le PNUD, le FNUAP, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, comme norme pour la prestation de services de qualité aux victimes/survivantes de la violence dans les secteurs de la santé, de la police et de la justice et des services sociaux. A Kiribati, des directives nationales pour une intervention et des orientations coordonnées ont été lancées avec l'appui d'ONU-Femmes, fournissant un ensemble clair de lignes directrices pour une collaboration multisectorielle sûre et de qualité afin de répondre aux cas de violence.

45. Afin d'assurer une réponse policière et judiciaire de haute qualité, ONU-Femmes renforce actuellement la capacité des forces de l'ordre à lutter contre la violence à l'encontre des femmes. Depuis 2015, la capacité de plus de 20 000 fonctionnaires de police et de justice a été renforcée grâce au soutien d'ONU-Femmes. Elle sera intensifiée en 2019 grâce à un programme mondial de formation de pointe, adaptable aux circonstances nationales. Le nombre de cas de violence familiale signalés a augmenté de 45,6 % et 71,6 % respectivement dans deux municipalités albanaises en 2018, après le renforcement des capacités dans le domaine de l'application de la loi.

46. En 2018, huit nouvelles villes se sont engagées à prévenir le harcèlement sexuel dans les espaces publics et à y répondre, portant à 37 le nombre total de villes participantes. Ce résultat est le fruit du quatrième Forum mondial sur la sécurité des villes et des espaces publics, organisé par ONU-Femmes et la ville d'Edmonton au Canada.

47. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, de jeunes activistes ont lancé une campagne de changement de comportement contre le harcèlement sexuel et d'autres formes de violence à l'encontre des femmes dans les espaces publics par le biais des médias électroniques et imprimés, lus par plus de 100 000 femmes et hommes.

48. En Géorgie, une définition juridique et une réglementation contre le harcèlement sexuel permettant aux femmes de déposer plainte ont été élaborées en 2018 en se fondant sur les données d'une enquête de prévalence nationale soutenue par ONU-Femmes.

49. Pendant les «16 jours d'activisme», la campagne UNiTE pour mettre fin à la violence à l'encontre des femmes a catalysé les démarches avec plus de 500 activités à travers le monde. Cinquante-quatre sites emblématiques ont été illuminés en orange, y compris les grandes pyramides de Gizeh. Les hashtags #orangetheworld et #hearmetoo ont atteint 1 050 millions de comptes sur Instagram et Twitter.

Lutte contre le harcèlement sexuel

En 2018, le système des Nations Unies a pris des mesures décisives afin de prévenir et combattre le harcèlement sexuel. Pour assurer qu'ONU-Femmes puisse démontrer son leadership et son action, et pour concentrer et coordonner les efforts internes, l'entité a créé le poste de coordinatrice exécutive de la lutte contre le harcèlement sexuel, relevant directement de la directrice exécutive. ONU-Femmes et le Bureau de la gestion des ressources humaines de l'ONU ont coprésidé un groupe de travail chargé de soutenir l'élaboration d'une politique type du système des Nations Unies sur le harcèlement sexuel. Cette politique type a été approuvée par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination et guide désormais les politiques renforcées de lutte contre le harcèlement sexuel dans l'ensemble du système des Nations Unies. Les contributions d'ONU-Femmes se sont concentrées sur l'importance de lutter contre le harcèlement sexuel en tant que violation des droits humains et en tant que problème d'inégalité des sexes.

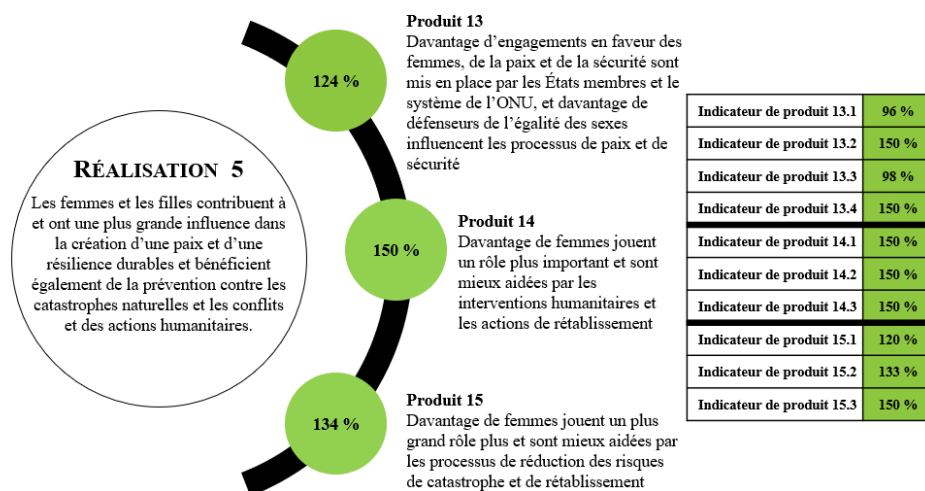
ONU-Femmes a également convoqué les parties prenantes, notamment les États membres, le système des Nations Unies, la société civile, le secteur privé et les milieux universitaires, afin de discuter des pratiques prometteuses pour éliminer le harcèlement sexuel. Les discussions ont débouché sur une publication intitulée « Towards an end to sexual harassment » (Vers la fin du harcèlement sexuel) : L'urgence et la nature du changement à l'ère de « MeToo », ayant pour but de soutenir les décideurs politiques, les employeurs et les activistes grâce à de nouvelles directives sur la lutte contre le harcèlement sexuel

En 2018, ONU-Femmes a renforcé son cadre de politique interne, les connaissances et la sensibilisation du personnel sur le harcèlement sexuel, la discrimination et l'abus de pouvoir. La politique révisée sur le harcèlement, le harcèlement sexuel, la discrimination, l'abus de pouvoir ainsi que la Politique de protection contre les représailles ont été lancées. Un guide sur l'inconduite sexuelle donnant des conseils sur les politiques et procédures existantes a également été élaboré et largement diffusé. ONU-Femmes, le PNUD, l'UNICEF et le FNUAP ont mis à jour un cours en ligne sur la prévention de l'exploitation et des abus sexuels, qui a été suivi par plus de 1 000 membres du personnel d'ONU-Femmes.

E. Réalisation 5 : Les femmes et les filles contribuent à et ont une plus grande influence dans la création d'une paix et d'une résilience durables et bénéficient également de la prévention contre les catastrophes naturelles et les conflits et des actions humanitaires.



50. La participation et l'inclusion des femmes rendent la paix plus durable ; renforcent la résilience des communautés face aux catastrophes naturelles ; augmentent l'efficacité de l'aide humanitaire ; et accélèrent le rétablissement. ONU-Femmes a apporté des contributions majeures dans ces domaines, atteignant ou dépassant tous ses jalons 2018 (figure 7). Cette réalisation constitue le niveau de dépenses le plus élevé dans le Plan stratégique.

FIGURE 7 : RÉALISATION 5

51. Au Conseil de sécurité, 76,5 % des résolutions et autres documents clés tiennent davantage compte de la problématique femmes-hommes à la suite de l'engagement d'ONU-Femmes au sein du Groupe informel d'experts sur les femmes, la paix et la sécurité. Les exposés présentés au Conseil de sécurité par 27 femmes de la société civile provenant de pays en conflit et soutenues par ONU-Femmes ont également contribué à ces résultats.

52. Quatorze nouveaux plans d'action nationaux et 11 plans d'action régionaux sur les femmes, la paix et la sécurité ont été adoptés. ONU-Femmes a fourni des conseils techniques pour élaborer, adopter et mettre en œuvre des plans d'action et a travaillé avec la société civile pour plaider en faveur de leur mise en œuvre et en assurer le suivi.

53. Dans 27 pays, de l'Afghanistan au Yémen, plus de 400 organisations et réseaux de femmes ont reçu un appui pour s'engager dans la médiation et la prévention des conflits et participer aux processus de paix avec l'aide d'ONU-Femmes, souvent en partenariat avec le département des affaires politiques, le département des opérations de maintien de la paix et le PNUD. La déclaration finale des pourparlers de paix libyens comprenait de solides références à la participation et à l'inclusion des femmes, un axe positif découlant du partenariat d'ONU-Femmes avec le Département des affaires politiques, le Réseau des femmes médiatrices du bassin méditerranéen et les Femmes médiatrices nordiques. Il s'agit là d'une réalisation importante, étant donné que depuis 1990, les femmes n'ont représenté que 2 % des médiateurs, 8 % des négociateurs et 5 % des témoins et des signataires dans tous les grands processus de paix. ONU-Femmes a également soutenu la formation de 120 femmes en uniforme pour qu'elles puissent participer aux opérations de maintien de la paix.

54. Les enquêtes et les mécanismes de responsabilisation dans 12 pays et territoires ont bénéficié de l'expertise de 31 spécialistes de la violence sexuelle et sexuelle, déployés et formés par ONU-Femmes, en partenariat avec le Bureau du haut-commissaire aux droits de l'homme. En 2018, des spécialistes déployés par ONU-Femmes au sein de la Commission d'enquête des Nations Unies pour la Syrie ont attesté la présence de tels actes de violence commis par toutes les parties au conflit.

55. Le soutien d'ONU-Femmes aux mécanismes de justice a également donné des résultats concrets. Au Kosovo⁷, pour la première fois, les victimes de violences sexuelles liées au conflit ont été indemnisées sous la forme d'une pension mensuelle par une commission des réparations créée par le gouvernement avec l'expertise d'ONU-Femmes.

56. Travaillant en partenariat avec ONU-Femmes, le Fonds pour la consolidation de la paix du Secrétaire général a alloué, en 2018, près de 40 % de son financement à des projets intégrant une approche sexospécifique, dont 11 % à des projets ayant comme objectif principal l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Afin de renforcer les organisations de femmes dans les pays en conflit, 24 autres organisations de la société civile dans trois pays ont reçu un financement totalisant 3,6 millions USD de la part du Fonds pour la paix et l'aide humanitaire pour les femmes, dont ONU-Femmes assure le secrétariat.

57. ONU-Femmes a fourni directement des services à 235 000 femmes et filles touchées par la crise dans le cadre de ses programmes humanitaires. Une grande proportion de ces femmes a bénéficié d'un soutien aux moyens de subsistance fourni par ONU-Femmes par le biais de la formation professionnelle, d'argent contre travail (« cash for work » en anglais) et d'autres activités d'autonomisation économique. En 2018, ONU-Femmes a encore élargi ses partenariats sur le terrain, en collaboration avec 14 institutions des Nations Unies, dont le FNUAP, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies et le Programme alimentaire mondial.

58. Une plus grande attention portée aux besoins différents des femmes, des filles, des hommes et des garçons a également été intégrée dans la planification d'intervention en cas de crise dans 37 pays, en particulier grâce aux plans d'intervention humanitaire. Cela a été notamment le cas lors de la crise des réfugiés rohingyas au Bangladesh et de la crise des réfugiés en Colombie. Pour promouvoir la participation des femmes à la planification et à la mise en œuvre des interventions humanitaires, ONU-Femmes a soutenu plus de 400 organisations féminines travaillant dans de tels contextes.

59. ONU-Femmes a également favorisé le renforcement des capacités pour une approche sexospécifique dans l'action humanitaire. ONU-Femmes a dirigé la mise à jour du *Guide pour l'intégration de l'égalité des sexes dans l'action humanitaire* du Comité permanent inter-organisations, qui comprend une section actualisée sur l'évaluation des besoins. En complément, une formation a été dispensée à plus de 100 membres du personnel d'intervention humanitaire de première ligne dans plus de 40 entités différentes, y compris des partenaires gouvernementaux, non gouvernementaux et onusiens au Bangladesh, au Cameroun, en Éthiopie, au Malawi, au Nigéria et en Sierra Leone.

60. En 2018, plus de 90 000 femmes et filles dans 11 pays ont bénéficié d'une aide pour développer des compétences leur permettant d'accroître leur résilience face aux catastrophes et de s'engager dans le développement de stratégies de réduction des risques de catastrophe et de résilience tenant compte de la problématique femmes-hommes. Dans des pays aussi divers qu'Haïti, l'Indonésie, la Jamaïque, le Kenya, la Serbie et les Îles Salomon, ONU-Femmes a permis la participation des femmes aux processus décisionnels de réduction des risques de catastrophe et aux politiques de résilience afin d'identifier et de répondre aux besoins des femmes et des filles les plus vulnérables et de promouvoir leur leadership.

61. Dans 39 pays, ONU-Femmes a travaillé avec les autorités nationales et locales, les partenaires des Nations Unies et la société civile locale pour soutenir le renforcement des politiques, stratégies, plans et mécanismes de coordination en matière de réduction des risques de catastrophe et de résilience afin de mieux identifier et répondre aux besoins spécifiques et à l'inclusion des femmes et des filles, de modifier les politiques et de prendre en compte les besoins sexospécifiques de 77 millions de personnes dans 16 pays. De plus, avec l'appui d'ONU-Femmes des coordonnateurs pour l'égalité des sexes dans les

⁷ Toutes les références au Kosovo contenues dans le présent rapport doivent s'entendre dans le plein respect de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité des Nations Unies et sans préjudice du statut du Kosovo.

plateformes nationales de coordination en cas de catastrophe ont été nommés dans huit autres pays.

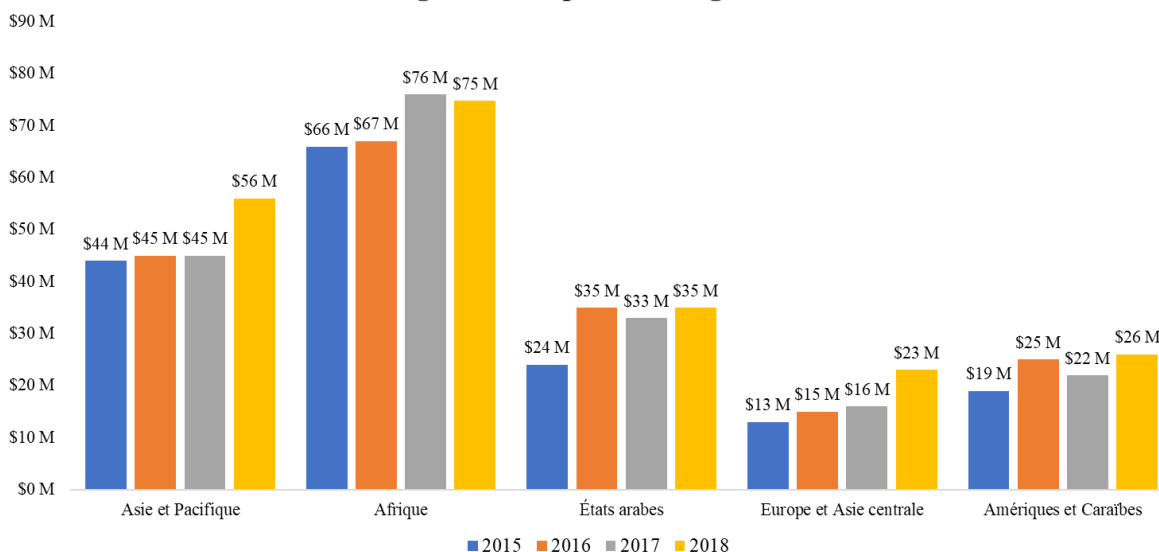
62. En suivant et en développant sa contribution visant à intégrer l'égalité des sexes dans la Déclaration d'évaluation commune des besoins après une catastrophe publiée par la Banque mondiale, l'UE et les Nations Unies, ONU-Femmes a dirigé et coordonné les éléments de l'évaluation sexospécifique des besoins après catastrophe au Kerala, en Inde, à la suite des inondations qui ont touché 5,4 millions de personnes. ONU-Femmes a fourni une évaluation solide au gouvernement local, mettant l'accent sur les différents besoins en termes de rétablissement des femmes, des filles, des hommes et des garçons, des ménages dirigés par une femme, des personnes handicapées, des personnes âgées et autres, qui pourraient être victimes de discrimination multiple ou croisée, avec des recommandations politiques claires et personnalisées.

F. Dépenses effectuées au titre du programme et types de contribution

63. Le total des dépenses effectuées au titre des programmes en 2018 a atteint le chiffre record de 285,7 millions USD, 15 % de plus qu'en 2017. Les dépenses des bureaux extérieurs ont augmenté de 73 % au cours des cinq dernières années. 13 % des dépenses totales d'ONU-Femmes au titre des programmes ont été engagés dans le cadre de programmes conjoints, dépassant le jalon de 10 % fixé.

64. Sur le plan géographique, le niveau le plus élevé des dépenses de programmes a été enregistré en Afrique subsaharienne, suivi de l'Asie-Pacifique (Figure 8). Sur le plan thématique, le segment paix, sécurité et action humanitaire a enregistré les dépenses les plus élevées (89,44 millions d'USD), suivie de l'élimination de la violence à l'encontre des femmes (77,52 millions d'USD). Malgré un écart par rapport aux projections, la répartition globale des dépenses dans tous les secteurs de résultats est conforme aux tendances prévues.

Figure 8 : Répartition régionale



65. ONU-Femmes a encore amélioré son orientation programmatique avec une réduction de 15 % du nombre total de produits et de réalisations recherchés par tous les bureaux par rapport à 2017, en partie grâce à une meilleure orientation du Plan stratégique.

66. Conformément au Plan stratégique, ONU-Femmes a fourni divers types de soutien dans sa programmation. Le renforcement des capacités, ainsi que la sensibilisation et la mobilisation sociale, ont continué d'être fournis dans la plupart des pays (84 au total). La coordination du système des Nations Unies a été entreprise dans 69 pays et a intégré des

conseils stratégiques dans 56 pays. ONU-Femmes continuera d'affiner les définitions de ses types de soutien afin de les aligner sur les fonctions identifiées à l'échelle du système dans le contexte du repositionnement du système des Nations Unies pour le développement.

III. Efficacité et productivité organisationnelles

67. Au cours de la première année de mise en œuvre du Plan stratégique, ONU-Femmes a atteint 73 % de ses jalons en termes de performance organisationnelle (figure 1). Une coordination efficace du système des Nations Unies, des partenariats et des communications, des programmes de haute qualité et une meilleure gestion des ressources humaines et financières ont contribué à l'obtention de résultats pour les femmes et les filles.

68. L'évaluation 2018 du réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales (MOPAN) a mis en lumière les progrès importants d'ONU-Femmes depuis 2014, avec l'amélioration de son efficacité organisationnelle et sa capacité à répondre aux besoins actuels et prévus grâce à des systèmes, des processus et des structures améliorés, ainsi qu'une plus grande focalisation sur les résultats. Elle a noté l'engagement solide d'ONU-Femmes en faveur d'une gestion et d'une responsabilisation axées sur les résultats, l'utilisation des évaluations dans la programmation, ainsi que les améliorations apportées aux systèmes financiers, à la gestion opérationnelle et aux mécanismes de vérification.

69. ONU-Femmes s'est activement engagée dans le repositionnement du système des Nations Unies pour le développement, notamment en participant à plus de 20 organes inter institutions au niveau mondial afin d'assurer que les réformes en cours favorisent des résultats plus cohérents à l'échelle du système pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. ONU-Femmes a également apporté les ajustements nécessaires à sa programmation et à d'autres processus pour contribuer à la nouvelle génération d'équipes de pays des Nations Unies, notamment en remaniant les plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD), en redynamisant le rôle du système de coordonnateurs résidents et d'autres aspects de la réforme.⁸

70. S'appuyant sur les réformes, un processus complet de gestion du changement a été lancé pour renforcer l'efficacité et l'efficience organisationnelles. Il cherche également à remédier aux faiblesses institutionnelles identifiées dans les enseignements tirés des sept dernières années. Il s'appuie sur les recommandations issues des évaluations, des audits et des évaluations externes, telles que le MOPAN, y compris en matière de responsabilisation, d'efficacité et de durabilité des résultats.

71. Le processus de gestion du changement englobe quatre domaines de travail interdépendants : i) examen de l'architecture régionale et de la typologie du pays pour optimiser la présence dans les pays ; ii) examen fonctionnel du siège pour identifier les capacités spécifiques qui pourraient être décentralisées ; iii) réorganisation des processus opérationnels pour optimiser le soutien opérationnel sur le terrain et iv) gestion des connaissances pour améliorer les services consultatifs techniques et politiques fondés sur des preuves.

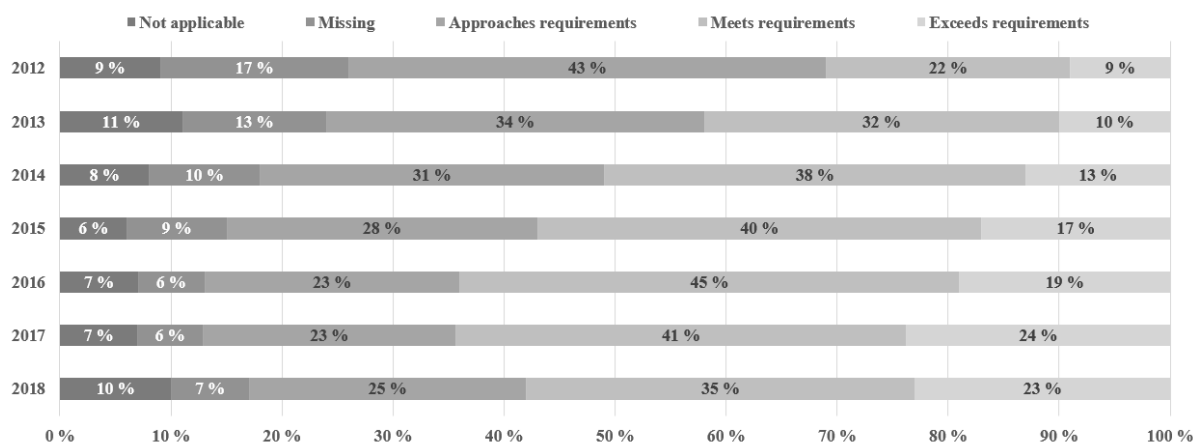
⁸ Consultez les rapports présentés au Conseil d'administration
<http://www.unwomen.org/en/executive-board/documents/2018/informal-briefing-on-the-preliminary-analysis-of-the-implications-of-the-repositioning-of-the-un>
 et <http://www.unwomen.org/en/executive-board/documents/2019/informal-briefing-on-an-update-on-the-implementation-of-general-assembly-resolution-72-279>.

A. Produit 1 : Une meilleure coordination, cohérence et responsabilisation du système onusien pour les engagements dans l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

72. En 2018, les travaux pour renforcer la coordination, la cohérence et la responsabilisation à l'échelle du système des Nations Unies en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes ont produit des résultats positifs, notamment l'accélération de la dynamique vers la parité hommes-femmes et la mise à jour des cadres de responsabilisation pour les résultats de l'égalité des sexes. La plupart des jalons 2018 ont été atteints.

73. Soixante-six entités des Nations Unies ont déclaré un Plan d'action actualisé à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-SWAP 2.0), ce qui représente un taux global de respect des engagements de 58 % (figure 9). L'amélioration du système d'indicateurs s'est traduite par une légère baisse prévue par rapport aux résultats de 2017.

Figure 9 : Notations d'ensemble d'ONU-SWAP du système des Nations Unies, de 2012 à 2018



Source : Les calculs du système des Nations Unies sont fondés sur 990 notations individuelles, établies à partir de 66 entités rendant compte de 17 indicateurs de performance.

74. ONU-Femmes et le PNUD ont dirigé la finalisation et le déploiement de la fiche d'évaluation mise à jour de l'équipe de pays des Nations Unies, [UNCT-SWAP](#), fournissant à l'équipe un cadre pour communiquer les indicateurs de résultats concernant les processus communs. En 2018, la fiche d'évaluation a été mise en place par 24 équipes de pays des Nations Unies. Les équipes de pays des Nations Unies ont accordé la priorité à des mesures essentielles, dont la parité hommes-femmes, la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels et l'intégration d'une approche sexospécifique dans les stratégies des activités opérationnelles des Nations Unies.

75. ONU-Femmes continue de soutenir l'intégration d'une démarche non-sexiste dans les processus du PNUAD. En 2018, 70 % des plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement comportaient un résultat spécifique au genre au niveau des résultats. ONU-Femmes était présente dans 68 des 73 équipes de pays des Nations Unies avec des programmes conjoints pour ODD 5, et le nombre total de ces programmes conjoints a grimpé à 145.

76. La capacité de suivre les ressources consacrées à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes est restée faible, que ce soit au niveau des entités individuelles ou des équipes de pays des Nations Unies. Afin d'apporter des améliorations, en collaboration avec le Bureau de coordination des opérations de développement des Nations Unies, ONU-Femmes a développé et intégré un marqueur de l'égalité hommes-femmes dans la plateforme de planification, de suivi et d'établissement de rapports en ligne pour les

PNUAD, ainsi que des plans de travail conjoints, expérimentés dans plus de 30 équipes de pays des Nations Unies.

77. ONU-Femmes a élaboré les *lignes directrices sur l'environnement favorable* à l'appui de la parité hommes-femmes avec des recommandations détaillées, à travers un processus participatif inter institutions. ONU-Femmes continue à tirer parti d'un réseau de plus de 200 coordonnateurs pour l'égalité des sexes dans tout le système des Nations Unies, renforçant leurs capacités à soutenir les travaux en faveur de l'égalité des sexes, leur fournissant des conseils et facilitant la coordination inter institutions et le partage des connaissances.

78. ONU-Femmes a géré la base de données sur les talents féminins de haut niveau et a proposé plus de 60 candidates qualifiées à des postes de direction.

79. ONU-Femmes a apporté une approche sexospécifique au Comité exécutif du Secrétaire général et a dirigé des discussions sur les femmes dans les processus de paix, l'espace civique et la violence à l'encontre des femmes en politique. L'entité a également fourni une expertise sexospécifique aux partenaires des Nations Unies travaillant sur l'intelligence artificielle, l'aviation et l'espace extra-atmosphérique.

80. Elle continue de soutenir le partenariat H6 pour la santé des femmes, des enfants et des adolescents en collaboration avec l'OMS, le FNUAP, l'UNICEF, le **Programme commun des Nations Unies sur le VIH** et le sida et la Banque mondiale. Elle a permis d'intégrer une solide approche sexospécifique dans la vision H6, le cadre de résultats et le plan de mise en œuvre adoptés en 2018.

B. Produit 2 : Un engagement accru des partenaires en soutien au mandat d'ONU-Femmes

81. ONU-Femmes poursuit ses efforts pour renforcer et élargir les partenariats en faveur de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, en atteignant ou dépassant 11 des 13 jalons pour ce produit.

82. Reconnaisant le rôle vital joué par les organisations féminines, ONU-Femmes continue à travailler étroitement avec la société civile à différents niveaux. Le jalon 2018 a été dépassé grâce au pilotage de 92 initiatives des groupes consultatifs de la société civile, y compris le soutien à la participation de la société civile aux processus normatifs intergouvernementaux et nationaux.

83. L'entité continue de mobiliser des soutiens en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes en travaillant avec divers groupes. Ceci inclut un engagement auprès des femmes défenseurs des droits humains, les jeunes, les hommes et les garçons, les organisations confessionnelles, les réseaux syndicaux, les activistes des droits des personnes handicapées, les responsables autochtones et autres.

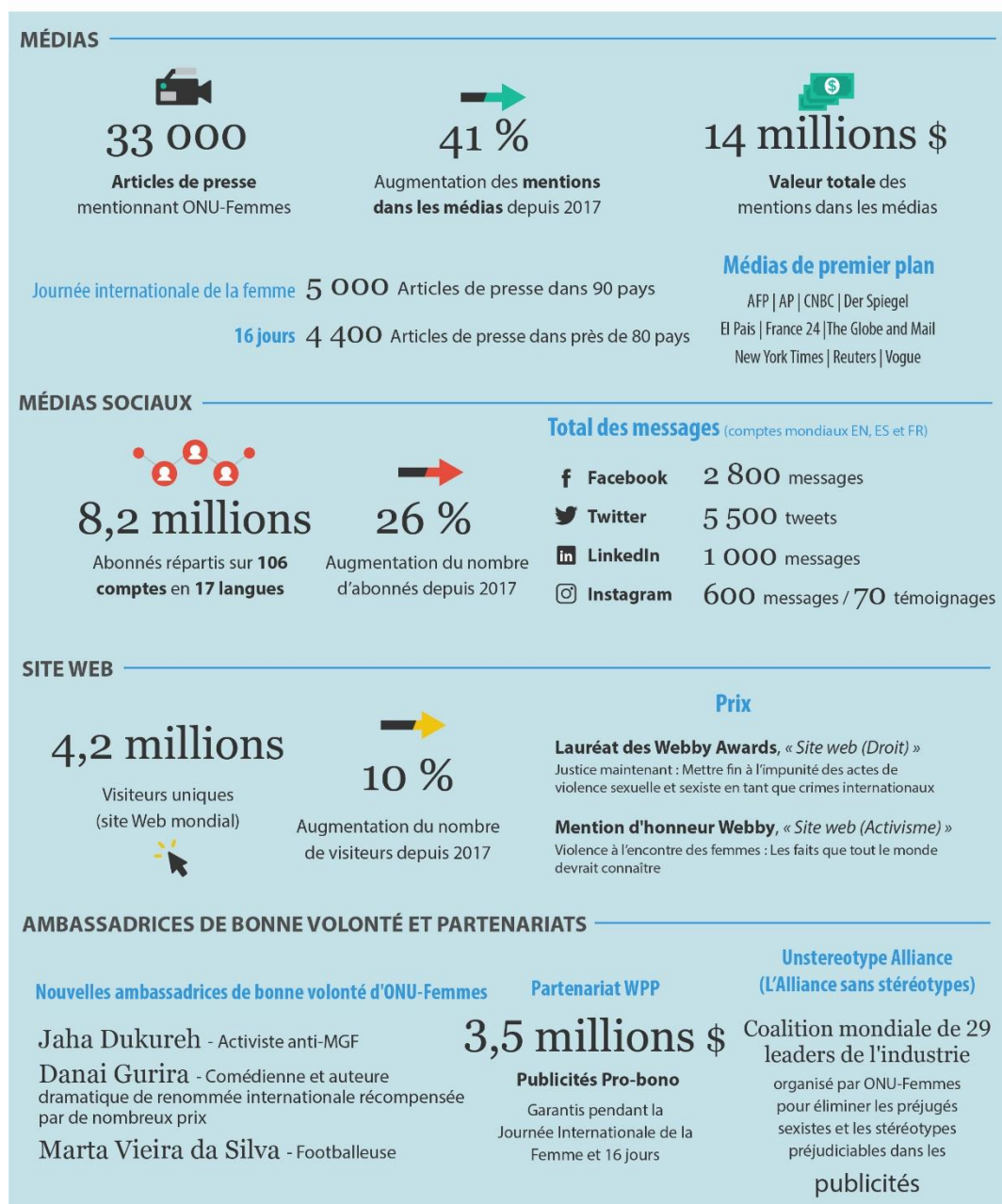
84. L'engagement des hommes et des garçons et/ou des leaders religieux fait partie du travail de 49 pays, notamment en Algérie, au Cap-Vert, en Chine, en Inde et au Maroc. Cela comprend des initiatives sur la prévention de la violence à l'encontre des femmes et la promotion de masculinités non-violentes. ONU-Femmes intensifie ses actions pour mobiliser davantage ces groupes en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et atteindre ses objectifs dans ce domaine.

85. Le mouvement HeForShe est entré dans sa quatrième année et a donné lieu à 177 000 nouveaux engagements en 2018. Un guide unique pour les alliés masculins sur la gestion des émotions, élaboré en collaboration avec la Finlande, est destiné à 27,5 millions de militaires à travers le monde. Dans le cadre de son engagement HeForShe, PwC a augmenté de 18 à 47 %, en 15 mois seulement, la représentation féminine au sein de son équipe de direction mondiale.

86. ONU-Femmes a travaillé avec des jeunes de 58 pays, dépassant ainsi son jalon 2018, notamment en travaillant avec les jeunes femmes et les filles à travers des programmes novateurs, par exemple dans les domaines du sport et de la technologie.

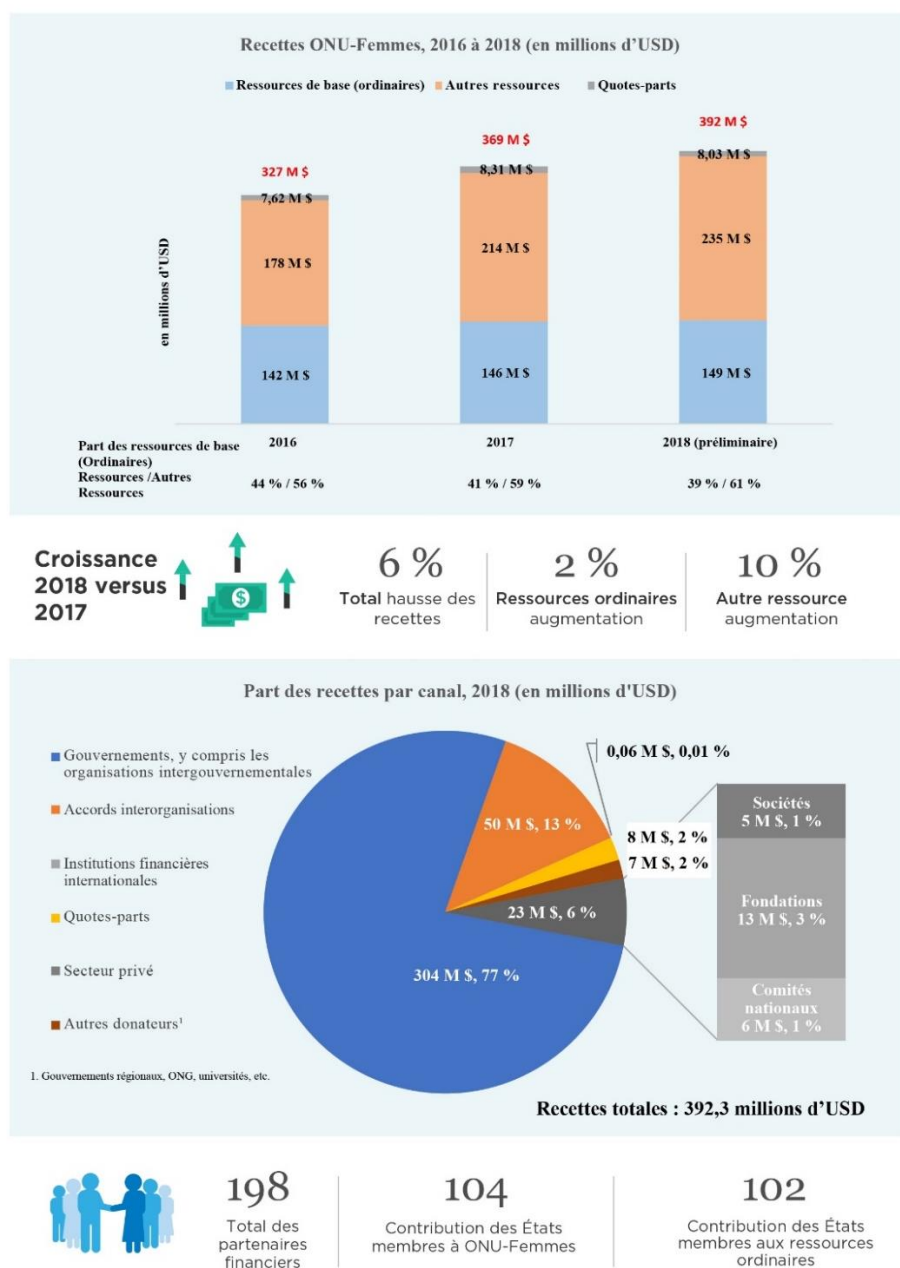
87. Dans l'ensemble, les résultats des communications d'ONU-Femmes depuis 2018 ont largement dépassé les objectifs fixés, contribuant ainsi à accroître la sensibilisation du public aux questions liées à l'égalité des sexes et la visibilité d'ONU-Femmes (figure 10).

Figure 10 : Communications et Plaidoyer



88. Bien que toujours en dessous des objectifs, ONU-Femmes a enregistré le plus haut niveau de recettes depuis sa création en 2018, pour un total de 392 millions USD. Les gouvernements continuent de fournir la plus grande part des ressources, tandis que le financement commun a augmenté de 16 % (figure 11).

Figure 11 : Mobilisation des ressources



89. Afin de mieux cibler les efforts de mobilisation des ressources, ONU-Femmes a intégré des stratégies de partenariat spécifiques dans les notes stratégiques aux niveaux national et régional. Au niveau mondial, ONU-Femmes continuera de tenir le Dialogue stratégique sur le financement avec le Conseil d'administration dans le but d'améliorer la prévisibilité et la flexibilité des ressources.

C. Produit 3 : Grande qualité des programmes à travers les connaissances, l'innovation, la gestion basée sur les résultats et sur l'évaluation

90. Atteignant ou dépassant la plupart de ses jalons 2018 pour ce produit, ONU-Femmes a amélioré la qualité de ses programmes, y compris par une nouvelle stratégie de gestion des connaissances, une production et un partage accrus des connaissances, ainsi qu'une capacité renforcée de planification et saisie des résultats, des bonnes pratiques et des enseignements tirés.

91. ONU-Femmes a lancé un portail interne de type « guichet unique » afin de renforcer sa politique d'entreprise, ses procédures et son cadre d'orientation. Ce cadre est continuellement mis à jour et alimenté par des estimations et des évaluations indépendantes sur les principales priorités opérationnelles d'ONU-Femmes, telles que la responsabilisation, la gestion des risques et la durabilité des résultats.

92. Le partage des connaissances sur les bonnes pratiques et les enseignements tirés pour améliorer la qualité des programmes est favorisé par huit nouvelles communautés de pratique, en plus des 14 existantes. De plus, ONU-Femmes facilite les initiatives de coopération Sud-Sud et triangulaire de 55 pays et intègre cette approche dans sa stratégie de gestion des connaissances. En 2018, ONU-Femmes et le Mexique ont créé un centre mondial d'excellence pour renforcer les statistiques par sexe, en particulier grâce à la coopération Sud-Sud et triangulaire.

93. Afin d'accroître les connaissances sur les progrès réalisés en matière d'égalité des sexes et d'améliorer les programmes fondés sur des données factuelles et tenant compte du genre, ONU-Femmes a commencé en 2018 à élaborer des profils nationaux sur l'égalité des sexes. Ces profils favorisent l'intégration d'une approche sexospécifique dans l'élaboration des bilans communs de pays et des PNUAD. Le rythme de finalisation de ces profils a été plus lent que prévu, mais des améliorations sont attendues en 2019 grâce à des directives spécifiques.

94. Le Centre de formation a encore élargi son champ d'action à l'appui du renforcement des capacités dans les domaines de réalisations du plan stratégique (figure 12).

Figure 12 : Résultats du centre de formation



95. En 2018, on a continué d'accorder la priorité au renforcement des capacités en gestion et évaluation axées sur les résultats et tenant compte du genre. ONU-Femmes a lancé le premier cours en ligne sur la gestion axée sur les résultats tenant compte de la problématique femmes-hommes pour son personnel et ses partenaires afin de renforcer les programmes et les actions nationales visant à atteindre les résultats en matière de développement. De plus, plus de 300 membres du personnel des Nations Unies ont acquis des connaissances sur la façon de planifier, de gérer et d'utiliser les évaluations dans une perspective d'égalité des sexes et de respect des droits humains.

96. 88 % des évaluations gérées par ONU-Femmes ont fait l'objet d'une évaluation externe positive ou très positive et ont soutenu l'apprentissage organisationnel. ONU-Femmes a également dirigé la préparation d'une note d'orientation sur l'évaluation de la performance des entreprises en matière de parité hommes-femmes, publiée par le groupe d'évaluation des

Nations Unies et a fourni des conseils ainsi qu'une assistance technique pour quatre évaluations communes et neuf évaluations du PNUAD.

D. Produit 4 : Une meilleure gestion des ressources financières et humaines en vue de la réalisation des résultats

97. Tout au long de 2018, ONU-Femmes a amélioré la gestion des ressources humaines et financières, avec plus de 80 % des jalons 2018 atteints pour ce produit. ONU-Femmes a poursuivi l'amélioration de ses systèmes et processus de gestion, en mettant l'accent sur le renforcement de la transparence et la responsabilisation, ainsi que sur l'efficacité et l'efficacité.

Figure 13 : Effectif mondial d'ONU-Femmes

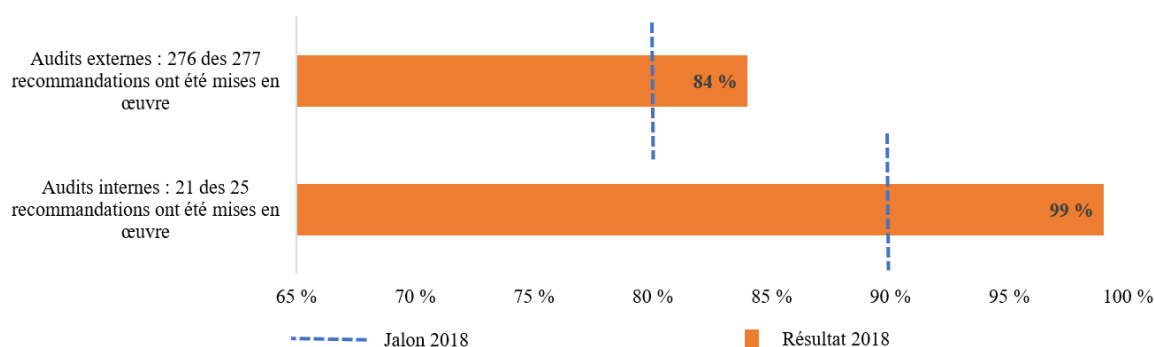


98. ONU-Femmes est arrivé à la 6^e place sur l'Indice de transparence de l'aide 2018, parmi 22 agences des Nations Unies publiant leurs informations dans le cadre de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide. Il s'agit du score de transparence le plus élevé d'ONU-Femmes à ce jour et représente une amélioration importante par rapport à 2017. Cette amélioration a été attribuée à l'augmentation de la capacité de gestion axée sur les résultats ainsi qu'aux nouveaux systèmes TIC.

99. ONU-Femmes a amélioré son cadre de gestion des risques à l'échelle mondiale, y compris les composantes du programme de gestion des risques de fraude. Une formation inter institutions en ligne de sensibilisation à la fraude et à la corruption a été lancée en 2018. Des travaux sont en cours afin d'étendre la diffusion de la formation sur la fraude à tout le personnel et aux tiers et pour l'évaluation des risques de fraude pour toutes les unités de risque.

100. ONU-Femmes a reçu sa septième opinion d'audit sans réserve consécutive pour l'année 2017 et a maintenu un taux de mise en œuvre des recommandations élevé pour les audits internes et externes (figure 14).

Figure 14 : Pourcentage des recommandations d'audits mises en œuvre



101. Le niveau final de conformité en matière de sécurité pour 2018 est légèrement inférieur au jalon fixé, en raison de l'évolution de l'environnement de sécurité et des nouvelles mesures de sécurité requises.

102. ONU-Femmes a rationalisé les processus de recrutement avec le déploiement d'une nouvelle solution de recrutement en ligne et une collaboration inter institutions accrue afin de tirer parti des ressources en matière d'externalisation et de vérification des références. Le processus de décentralisation des partenaires opérationnels des ressources humaines vers les régions a commencé en 2018, ce qui a permis de rapprocher la prise de décisions et les services de la plupart des membres de l'entité.

103. En 2018, ONU-Femmes a accru le recours aux contrats à long terme, réduisant de 70 % les transactions pour ce type d'achats et s'appuyant sur des plateformes rentables hébergées dans le Cloud, dépassant son jalon de mise à disposition et de disponibilité des systèmes corporatifs.

104. Une fiche d'évaluation de la performance (« scorecard » en anglais) de l'organisation a été mise en place afin d'aider les cadres supérieurs à superviser les ressources humaines et financières, grâce à des rapports automatisés. Cet outil de gestion permet de faire le suivi des indicateurs-clés de performance et de mettre en évidence ceux qui risquent de prendre du retard ou qui sont déjà en deçà des objectifs.

105. 76 % des bureaux de pays d'ONU-Femmes étaient installés dans des locaux communs. L'entité a dépassé les jalons qu'elle avait fixés pour l'utilisation de services communs.

106. Bien que le jalon 2018 ne soit pas atteint, ONU-Femmes a noté des progrès constants en ce qui concerne la ponctualité des rapports des donateurs, avec une amélioration de 60 % en 2017 à 68 % en 2018. En 2019, l'entité améliorera encore le renforcement des capacités, la responsabilisation et la ponctualité des rapports des donateurs aux niveaux national et régional en tirant parti de son Centre mondial de services virtuel et de ses bureaux régionaux.

IV. Analyse et conclusion

107. ONU-Femmes a atteint des résultats importants au cours de la première année du Plan stratégique 2018-2021, poursuivant une trajectoire de croissance progressive et d'amélioration des performances depuis sa création malgré quelques faiblesses et un déficit de financement persistant.

108. En 2018, ONU-Femmes a tiré parti avec succès de ses avantages comparatifs, tels que décrits dans le nouveau Plan stratégique. S'appuyant sur son leadership éclairé, ONU-Femmes a continué d'aider les États membres à renforcer les cadres normatifs mondiaux et à les accompagner ainsi que d'autres partenaires dans leur mise en œuvre, tout en tirant davantage parti du système des Nations Unies pour accroître les résultats. Des coalitions plus fortes se sont forgées avec la société civile, les organisations féminines, les groupes de jeunes et les réseaux locaux, et ONU-Femmes poursuit ses actions pour élargir encore le groupe de soutien à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes.

109. Dans le même temps, accélérer et maintenir le changement demeure un défi. ONU-Femmes s'attaquera aux domaines où sa performance est la plus faible et améliorera la collecte de données, en particulier les données ventilées. Certains domaines nécessitant une approche globale ont enregistré des progrès plus lents que prévu au cours de cette première année et ONU-Femmes s'attend à des résultats plus rapides après la mise en place de certaines fondations, telles que l'adoption de cadres politiques et juridiques propices. Des résultats importants sont attendus de la mise en œuvre de partenariats multipartites, en cours de création ou d'amélioration en 2018, comme l'*Initiative Spotlight*. ONU-Femmes continuera à diversifier ses sources de financement, y compris en mobilisant des dons individuels et diverses ressources de base grâce à des financements innovants.

110. Alors que le système des Nations Unies, y compris ONU-Femmes, a connu des changements significatifs, 2019 sera l'année de la consolidation. ONU-Femmes se prépare pour 2020, année marquant le 25^e anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing ; les cinq ans de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 ; les 20 ans de la résolution 1325 du Conseil de sécurité ; et les dix ans d'ONU-Femmes. Ces anniversaires sont

l'occasion de mobiliser le soutien en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et offrent des possibilités de progrès plus rapides et plus durables.

V. Éléments de décision

Le Conseil d'administration est invité à :

- (a) accueillir le rapport annuel 2018 de la Secrétaire générale adjointe/Directrice exécutive sur la mise en œuvre du Plan stratégique 2018-2021 ;
- (b) féliciter ONU-Femmes pour ses bons résultats et pour les progrès réalisés, tels que décrits dans le présent rapport ;
- (c) encourager ONU-Femmes à utiliser les enseignements tirés de la première année de mise en œuvre du Plan stratégique 2018-2021, ainsi que des plans stratégiques précédents, pour guider la mise en œuvre du Plan stratégique 2018-2021.
